

DE L'ENSEIGNEMENT DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE EN FRANCE.

Chaque époque a son caractère ; autrement elle est sans nom et ne vit pas dans l'histoire. La nôtre a le sien visiblement écrit sur le front. Elle cherche à fonder solidement la liberté sur la base du bien-être. Affermir les franchises civiles et politiques en leur donnant l'appui des intérêts matériels, tel est son but, telle est sa loi.

Vainement, pour la détourner, des esprits prévenus lui ont dit qu'elle s'apprêtait à subir un joug ignominieux ; qu'elle allait fléchir honteusement le genou devant le veau d'or. Elle reste sourde à la voix de ces moralistes quinteux ou aveugles. Elle sent que le travail, auquel elle demande le bien-être matériel, est sain à l'âme comme au corps. Un infailible instinct lui révèle que la voie où elle est entrée la conduira à une destination où, au lieu de se prosterner devant la matière, elle la dominera.

C'est au début de la civilisation ou chez les peuples retardés, quand les moyens manquent de satisfaire les besoins les plus élémentaires, c'est alors que le plus grand nombre des hommes est esclave des appétits matériels. Ou bien ce sont les peuples amollis et dégénérés, sans grandeur ni courage, comme furent les Romains de la fin de l'Empire, qui assignent pour but à leur existence une molle sensualité. Or, sommes-nous un peuple sans courage, nous dont les victoires retentissent encore sur toute la terre ; sans grandeur, nous qu'on a vus tenir le continent sous nos lois ? Est-elle dénuée d'énergie morale, cette nation qui, dans des luttes de géants contre l'Europe, égalait, il y a quelques années à peine, les traits de dévouement héroïque les plus renommés de l'antiquité ?

Non, le genre humain en masse, et la France en particulier, ne retournent point au matérialisme abrutissant des sociétés primitives. Ils ne se précipitent pas non plus vers les orgies des derniers empereurs. Les peuples restent fidèles au culte de la liberté pour laquelle ils se sont pris d'enthousiasme il y a un demi-siècle, d'une

liberté positive, réglée, ordonnée. Jalouses de compléter l'œuvre de leur émancipation, les sociétés modernes appliquent la puissance de leur esprit et leurs capitaux, fruits du travail antérieur, péniblement amassés, à asservir la nature. Elles s'affranchissent ainsi elles-mêmes du joug dégradant des besoins matériels, de l'oppression qu'exerce la misère. Par l'industrie, on l'a dit, l'homme devient réellement le roi de la création, le maître de l'univers; et la planète, sur laquelle il se tenait courbé dans l'attitude d'un serf, se change pour lui en un trône du haut duquel son intelligence commande en souveraine. Associée au sentiment religieux, sans lequel pour les sociétés il n'est point de salut ni de bonheur, l'industrie, créatrice des intérêts matériels, dispensera autour d'elle mille jouissances morales; elle sera la bienfaitrice du genre humain.

Un des hommes les plus spirituels du dernier siècle, un de ceux qu'on accusera le moins de penchant pour le régime abusif qu'on a nommé l'industrialisme, Fontenelle, a dit : Toutes nos richesses, même celles de l'esprit, viennent du commerce.

Afin d'opérer une diversion fatale, on a évoqué des sentiments arriérés et barbares. Mais en vain on a essayé d'attiser le feu des passions guerrières, et on a soufflé la discorde entre les peuples civilisés. Les nations un moment émues en entendant vibrer une corde à laquelle avait répondu longtemps une des fibres les plus sensibles de leur cœur, se sont bientôt calmées. Elles sont amoureuses aujourd'hui de la paix, de cette paix majestueuse et féconde qui fait fleurir les arts utiles et les beaux-arts, à l'ombre de laquelle les intérêts matériels se développent et la morale générale de l'espèce humaine se déploie; de cette paix qui a ses entreprises grandioses aussi bien que la guerre, qui même peut offrir à de jeunes âmes aventureuses l'attrait de la lutte et du péril.

Notre siècle tirera donc son nom des intérêts matériels ainsi compris. Dès lors il convient qu'il se livre à l'étude de la science dont les lois régissent ces intérêts, qui enseigne comment ils naissent, comment ils grandissent, comment ils s'organisent. L'Économie Politique

est cette science. Appelée à jouer un rôle immense dans l'administration des affaires des Etats, des provinces des communes, des individus, et même dans le gouvernement des hommes, il est indispensable qu'une grande place lui soit faite dans l'enseignement public.

Ce motif est général. Il s'applique à tous les peuples civilisés ; à ceux qui jouissent du régime représentatif comme à ceux qui en sont privés.

Partout le corps social se transforme. Sa transformation s'opère ici avec agitation et fièvre, là avec plus de quiétude : mais elle est universelle. Les lois et les règlements qui concernent les intérêts matériels sont soumis partout à des variations, les unes inévitables, les autres éventuelles, qu'il est opportun de connaître. Ainsi changent les tarifs de douane, l'assiette des impôts et leur mode de perception. Les faits qui influent le plus sur les intérêts matériels, se développent en nombre et en puissance avec une magique rapidité. La création des canaux, des chemins de fer ou des routes ; l'établissement des banques commerciales et des diverses institutions de crédit, la diffusion des lumières par l'enseignement public, les applications multipliées, indéfinies des sciences mécaniques, physiques et chimiques, renouvellent tous les procédés du travail manufacturier et même du travail agricole. De là, des effets complexes qui se font sentir directement ou indirectement, mais d'une façon irrésistible, sur les fortunes privées comme sur la richesse des Etats. Sous cette influence, les rapports de province à province, de profession à profession, et d'homme à homme, ceux d'égal à égal et de supérieur à inférieur, se modifient sans cesse. L'économie intérieure des empires, celle de notre glorieuse Europe, celle du monde entier, subissent un remaniement profond. Hier, les corporations et le privilège politique ; aujourd'hui, la liberté du travail et l'égalité devant la loi. Nous voissons aujourd'hui avec celui qui était hier *l'ultima Thule*. L'Amérique n'est plus qu'à onze jours de distance ; la Chine, sur laquelle nous raisonnions à peu près comme les astronomes sur la lune, nous ouvrant maintenant ses portes, présente à nos industriels un marché de 330 mil-

lions de producteurs et de consommateurs, au philosophe, au moraliste et à l'historien un champ d'études sans limites, une immense société tout-à-fait inconnue, aux hommes d'Etat le plus vaste sujet de spéculation politique et d'entreprises, aux princes ambitieux un but si éclatant, que nous verrons peut-être sortir de terre, par accident et pour un jour, afin de poursuivre le rêve de la domination universelle, un imitateur des Alexandre et des Charlemagne, le dernier des conquérants.

Ce mouvement universel, qui tient en suspens tous les intérêts, depuis les plus grands jusqu'aux moindres, du plus humble ouvrier au plus fier des potentats, depuis le village où travaille la pauvre fileuse ⁽¹⁾ jusqu'au plus solide des empires, n'est point celui d'un tourbillon livré au caprice du hasard. Il obéit à des lois dictées par la Providence dès l'origine des temps. Car, disons-le, il n'y a pas de principes nouveaux dans le monde. Les principes fondamentaux de la société sont vieux comme elle-même, et ils ne sauraient changer, puisque la nature humaine reste imperturbablement la même. Ce qui varie, ce sont les applications de ces principes, les combinaisons qui en sont faites ; ce qui se renouvelle, ce sont les sanctions matérielles de plus en plus amples que les hommes ont le moyen de donner à ces principes salutaires. A proprement parler, le progrès n'est point l'inauguration de principes nouveaux : il consiste plutôt dans l'accroissement successif du nombre des membres de la famille nationale, sinon universelle, qui sont admis à revendiquer, sous une forme à chaque instant appropriée à l'étendue indéfiniment croissante des connaissances humaines et à la fécondité progressive des arts, le bénéfice de principes suprêmes qui ont lui sur la terre dès l'aurore de la civilisation.

Or, là où existent des lois naturelles immuables, même sous une apparence désordonnée, il y a des éléments d'ordre qu'on peut saisir et régulariser ; il y a lieu à une science certaine qu'il importe d'asseoir sur ses bases po-

(1) Cet exemple de la pauvre fileuse à la main n'est pas choisi ici sans dessein. On sait quelle perturbation a porté dans cette industrie primitive la machine à filer le lin, tout récemment inventée.

sitives, et qu'il convient d'enseigner dans tous les États, du moment qu'elle touche aux intérêts vitaux des sociétés.

Ainsi, l'Économie Politique est une science qu'il est nécessaire de cultiver chez tous les peuples civilisés. Que les phénomènes qui sont de sa compétence soient complexes, malaisés à observer, je le reconnais; que l'application de ses règles, une fois bien reconnues, exige un œil exercé, une main dextre et ferme en même temps, je ne le nie point. Mais plus une science est difficile, et plus il est indispensable qu'on lui consacre d'efforts. Plus le public est sujet à errer sur un sujet, et plus il est essentiel de lui en révéler les notions les plus positives.

L'Économie Politique est au corps social ce que la physiologie est au corps humain. De même que la physiologie, pour devenir une science certaine, requérait que les sciences plus élémentaires, telles que la physique, la chimie, l'anatomie humaine et comparée fussent extrêmement avancées, l'Économie Politique, pour sortir de l'idéal et du romanesque, et pour passer à l'état positif et pratique, supposait que les moyens d'observation et d'action qui lui sont propres fussent portés à un haut degré de perfection. Il fallait que les applications des sciences naturelles eussent été produites en grand nombre, que la comptabilité fût sortie des langes et que la statistique existât, que la publicité eût été fondée, que les instruments de travail (capitaux) ceux d'échange (voies de communication, lettres de change), fussent multipliés ou fussent devenus d'un usage général; il fallait que le commerce eût fait ses plus vastes opérations au grand jour, pendant un certain temps; que l'expérience manufacturière eût pareillement été poussée très avant, que l'agriculture eût parcouru aussi un cercle spacieux d'essais, et dans ses méthodes de travail, et dans l'échelle des domaines territoriaux. Il fallait enfin que tous les intérêts à satisfaire eussent une place au soleil. Toutes ces conditions sont remplies en ce moment.

Sans doute il n'appartient pas à tous le monde de por-

ter la main sur l'économie des sociétés. Il s'en faut. La complication des intérêts et la variété des forces qui sont en jeu dans les phénomènes économiques sont telles, que, comme dans toutes les affaires de gouvernement, il convient au plus grand nombre des hommes de se montrer réservé dans ses jugements sur les questions d'Économie Politique, plus sobres encore d'action; o'est ainsi qu'il serait fâcheux que chacun prétendit être son médecin à soi-même dans les cas aigus et graves. Mais de même qu'il serait bon que tout homme fût familier avec les règles principales de l'hygiène, de manière à exercer sur sa santé ce gouvernement qu'on ne saurait trouver hors de soi; de même tout industriel, agriculteur, manufacturier ou commerçant, et tout homme investi d'une fonction administrative, ont besoin, pour se conduire pertinemment dans les circonstances usuelles, de posséder les éléments de l'Économie Politique.

Ainsi l'Économie Politique est bonne à savoir et à vulgariser partout, même dans les États où les citoyens sont exclus de toute participation au gouvernement.

Mais dans les contrées où il y a une représentation nationale, là où une multitude de citoyens sont appelés à participer aux actes de l'autorité ou à les surveiller, là où les institutions électives livrent en totalité ou en partie l'administration de l'État, des provinces et des communes à quiconque est jugé par ses concitoyens doué de quelque aptitude à s'en mêler, et où même le premier venu qui se suppose fondé à émettre un avis peut le porter à la connaissance de ses concitoyens, c'est de nécessité publique et privée.

L'essence du gouvernement représentatif, c'est la participation du citoyen à l'administration des intérêts de l'État, de la province et de la cité. Le gouvernement représentatif est faussé si les citoyens ne sont pas à même d'exercer cette participation, si leurs études ne les y ont pas préparés : par conséquent dans les pays en possession du gouvernement représentatif, l'enseignement de l'Économie Publique est d'urgence.

Quand les citoyens ne sont pas en état d'intervenir utilement dans la gestion des affaires publiques, ils

ne s'y ingèrent que pour les brouiller. Quand ils n'y peuvent apporter le tribut de connaissances positives, ils s'y jettent avec des idées arriérées, des préjugés, des paradoxes ramassés dans la rue, des erreurs prises dans le ruisseau; heureux quand ce ne sont pas d'intraitables passions qu'ils précipitent au travers.

Ainsi, dans les pays à institutions représentatives, la diffusion générale de notions exactes sur l'Économie Politique est une des conditions de la prospérité publique et du maintien de l'ordre.

Le gouvernement représentatif suppose aux populations les qualités de l'homme d'affaires; or, on ne naît pas tel, on ne le devient que par une éducation appropriée. Et évidemment cette éducation comprend l'Économie Politique.

Où en sommes-nous cependant? Combien la France compte-t-elle de chaires d'Économie Politique? Deux seulement: celle du Collège de France et celle du Conservatoire des arts et métiers qui, à proprement parler, n'a pour objet qu'une partie de l'Économie Politique, car elle est qualifiée d'Économie Industrielle. L'école polytechnique, qui fournit à tous les services publics les ingénieurs civils et militaires, c'est-à-dire les hommes chargés d'exécuter les travaux de la plus grande influence sur les intérêts matériels, n'a pas de cours d'Économie Politique, et c'est un extrême dommage. Il y a une trentaine d'années, on introduisit dans l'enseignement de cette illustre école, des leçons, au nombre de quatre, destinées à l'exposition de quelques faits généraux sur la population, et de quelques résultats offerts par le calcul des probabilités; on les indiqua sur le programme sous le titre d'Arithmétique Sociale. C'est l'embryon d'un cours d'Économie Politique qu'il faudrait développer. Un exemple, au surplus, va être donné à l'école polytechnique, à qui il appartiendrait de servir de modèle à toutes les écoles scientifiques de l'univers: l'école centrale des arts et manufactures, excellente institution, de fondation privée, va avoir un cours d'Économie Politique. A Vienne, l'institut polytechnique, qui certes ne remplit pas une mission aussi élevée que notre

école dont elle reproduit le titre, et où l'enseignement a une bien moindre hauteur scientifique, possède, dans la division du commerce, un cours dit de la *Science du commerce* qui correspond à ce qu'on appellerait chez nous l'Économie Industrielle ou Commerciale. En Belgique, les écoles spéciales du génie civil et des arts et manufactures, établies par l'État, ont un cours d'*Économie Sociale*. Il est étrange que nous nous soyons laissé devancer par les Autrichiens et les Belges. Le flambeau du progrès s'échapperait-il de nos mains?

Nous avons *neuf* Facultés de droit, *six* Facultés de lettres et *onze* Facultés des sciences, en comptant celles de Paris. On conçoit difficilement une école de droit sans une chaire d'Économie Politique. De même chaque faculté des lettres devrait offrir une chaire semblable. Les Universités allemandes qui représentent nos facultés condensées, Droit, Médecine, Lettres et Sciences ensemble, ont des chaires d'Économie Politique. Les universités anglaises et celles des États-Unis sont de même. L'Allemagne cependant est peu représentative, et parlant la connaissance de l'Économie Politique est moins nécessaire chez elle que chez nous.

Mais, disent quelques personnes, l'Économie Politique est une science dangereuse, ou tout au moins vaporeuse, inapplicable, dès lors à quoi bon l'enseigner? Cette objection s'adresse à toute Économie Politique qui serait fautive, et nous ne réclamons ici que pour l'Économie Politique vraie, sensée, pratique, pour celle qui est raisonnable et non pour celle qui déraisonne. Car il y a des idées prétendues d'Économie Politique qui sont dans la circulation et qu'il faudrait renvoyer pourtant dans la région des chimères. Cette soi-disant Science Économique a eu de nos jours des mots curieux qui ont trouvé un public pour les applaudir. Tel fut celui d'un législateur de la Restauration proclamant du haut de la tribune que la France produisait trop, tandis qu'il y avait des millions de Français qui, par l'insuffisance de la production nationale, restaient mal logés, mal nourris, mal vêtus, avec le désir de travailler pourtant? Telle a été plus récemment cette parole d'un député, homme de beau-

coup d'esprit cependant, que les vices des riches faisaient le bien-être du pauvre. Telle est encore cette éternelle métaphore du *tribut payé* à l'étranger qu'on retrouve stéréotypée dans mille discours, comme si le commerce, lien des nations, n'enrichissait pas, quand il s'opère régulièrement, les deux parties contractantes. Voilà l'Economie Politique inapplicable et funeste dont un enseignement bien constitué ferait prompt et bonne justice.

Quand on veut acclimater chez un peuple une politique déterminée ou des habitudes bien définies, on organise l'éducation en conséquence. C'est ce qu'ont fait toutes les sociétés qui se sont prises au sérieux. Les Romains et les Spartiates voulaient que leurs enfants fussent d'infatigables guerriers : ils façonnaient donc leur corps à mille exercices, leur esprit à l'obéissance. De même faisaient les seigneurs dans le moyen-âge : ils dressaient leurs fils à dompter des chevaux, à revêtir de lourdes armures. Aujourd'hui la société réclame des hommes versés dans la théorie et la pratique de l'industrie manufacturière, agricole et commerciale, familiers avec les règles d'une bonne et libérale administration publique, et l'on garde, à peu de chose près, le système d'éducation conçu par l'Église catholique pour former des clercs en état de lutter avantageusement par la souplesse de leur esprit, par l'ascendant que leur donnait la connaissance des Écritures, contre des guerriers violents et superstitieux !

Tout cela se couronne par une scolastique de la même origine, science creuse dont le raisonnement a banni la raison, et qu'on nomme de la philosophie quoiqu'elle en soit à peu près comme le jeu du casse-tête chinois est de la géométrie. Il n'y a de philosophie que ce qui dirige le mouvement de l'esprit humain et indique la voie aux sciences, ou ce qui exerce une influence étendue sur le sentiment public. S'il en est ainsi, qu'on dise ce qu'a de commun avec la philosophie, même après les changements heureux, je le reconnais, qui ont eu lieu depuis 1830, le cours par lequel on termine aujourd'hui les études de la jeunesse et pour lequel on lui dérobe une année.

C'est ainsi qu'on élève les jeunes hommes avant de les lancer dans une société qui ressemble, comme on le sait, à celle du moyen-âge. Le drame alors se passait entre un tiers-état passif, un clergé habile, patient, infatigable, et des conquérants brutaux et ignorants. Aujourd'hui les conquérants ne sont plus; la lutte n'existe plus qu'entre une société une et compacte et une nature avare de ses dons, et ne cédant ses trésors qu'à ceux qui se présentent armés d'expédients tirés de l'arsenal de la science positive. Cependant, en nos collèges, les choses ont lieu comme si la science positive n'existait pas. En lisant le programme des cours, on se prend à penser qu'il s'agit d'un État où les travaux des Galilée, des Pascal, des Newton, des Laplace, des Lavoisier, des Monge, des Gay-Lussac, des Davy, des Cuvier, des Chaptal, des Thenard, des Wollaston, des Berzelius, des Dumas, des Chevreul, des Dulong et de mille autres sont encore inconnus. Que dirait, s'il revenait au monde, Beaumarchais, qui s'étonnait de ce qu'on présentait un danseur là où il fallait un mathématicien? Eh que faisons-nous d'autre!

L'instruction publique ne sera sur ses bases, et la société ne marchera d'un pas délibéré vers la destination de son choix, que lorsqu'on apprendra à la jeunesse les sciences d'application. Les lettres, certes, ne doivent pas être exclues de l'éducation; elles forment le cœur; elles représentent l'une des gloires de notre patrie; mais elles ne sauraient être toute l'éducation. Ce serait aussi sans préjudice de cette philosophie tantôt douce et reconfortante, sœur cadette de la religion, qui ressort des lettres et de l'histoire pour calmer l'âme ou la fortifier, quelquefois pour l'exciter; tantôt puissante et lumineuse dont la science reçoit l'impulsion et suit la trace. Les grands historiens, les grands écrivains et les savants à l'esprit généralisateur sont les grands philosophes. Et l'Économie Politique serait le complément des études, le dernier degré que les jeunes hommes auraient à franchir avant d'entrer dans la vie réelle.

En vérité, si nous maintenions une éducation publique en désharmonie à ce point avec la mission des citoyens,

et avec les exigences de la vie réelle, ce serait à désespérer de nous. Il faudrait croire que, pour nous, le Bas-Empire a commencé. Nous aurions eu, comme Moïse, la gloire de conduire la civilisation aux portes de la terre promise : mais, comme lui, nous aurions le chagrin de ne pouvoir que l'entrevoir de loin sans y mettre le pied.

MICHEL CHEVALIER.

Esquisse historique des doctrines économiques.

DIALOGUE DES MORTS.

PLATON, ARISTOTE, ADAM SMITH.

ARISTOTE. Ne vous semble-t-il pas, ô divin Platon, que nous vivons dans un monde singulier ? La vie que nous menons dans ce séjour bienheureux ne ressemble guère à celle que, sous les frais ombrages des jardins d'Académus, vous promettiez aux misérables humains. Dieux immortels, quels hécatombes vous ai-je donc refusées pour que vous m'accabliez d'un tel outrage ! Un homme, que dis-je, une brute, un de ces animaux à face humaine que la nature a créés pour nous servir, un esclave enfin a été placé par Junon à côté de moi à la table des dieux ! Je l'ai bien reconnu, le traître : son front était encore souillé de la marque que je lui fis imprimer pour qu'on me le ramenât, s'il lui prenait fantaisie de s'échapper. C'était un présent de mon royal élève qui le choisit lui-même parmi les milliers de Thébains qu'il fit vendre à l'encan après le sac de leur ville. Je l'envoyais boire à la rivière avec mes chevaux. Eh bien, la divine Hébé lui a versé avec le même sourire la céleste ambrosie, et lui sans pudeur a vidé la coupe tout entière ! Je n'ai pas besoin de vous dire qu'en proie à l'indignation que je ressentais d'un si scandaleux voisinage je ne trempai même pas les lèvres dans la mienne. Que le puissant Jupiter vous préserve à jamais d'un tel outrage !

PLATON. Votre souhait vient trop tard, Aristote : une insulte éclatante m'était aussi réservée.